

Ni paix, ni guerre ?

LA PERSISTANCE DES CONFLITS ET
DE L'INSÉCURITÉ DANS LE TERRITOIRE
DE KALEHE AU SUD-KIVU

**Codefroid Muzalia, Alain Bahati,
Eric Batumike et Stanislas Bisimwa**

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS / MARCH 2022

SÉRIE INSECURE LIVELIHOODS

La série Insecure Livelihoods publie des informations et des analyses sur la complexité des conflits et de la sécurité en République démocratique du Congo. Ses rapports sont basés sur des recherches indépendantes, non partisans, collaboratives et de terrain.

AUTEURS

Godefroid Muzalia est Professeur à l'Institut Supérieur Pédagogique de Bukavu. Il est directeur du GEC-SH, et co-fondateur du Réseau Congolais de Recherche sur la Paix et Sécurité (ResCongo).

Alain Bahati est chercheur associé au GEC-SH et assistant à l'Institut Supérieur des Techniques de Développement de Kalehe.

Eric Batumike Banyanga est chercheur au GEC-SH sur les dynamiques de sécurité urbaines à l'Est de la République démocratique du Congo. Il est aussi enseignant au Département d'Histoire à l'ISP-Bukavu.

Stanislas Bisimwa Baganda est chercheur au GEC-SH et consultant en genre et consolidation de la paix spécialisé dans les dynamiques des conflits à l'Est de la République démocratique du Congo.

CONFLICT RESEARCH GROUP (CRG)

Directeur : Koen Vlassenroot

Directeur de recherche : Christoph Vogel

Responsable projet et formation : Michel Thill

www.ugent.be/ps/conflict-ontwikkeling/crg/en

GROUPE D'ÉTUDES SUR LES CONFLITS ET LA SÉCURITÉ HUMAINE (GEC-SH)

Directeur : Godefroid Muzalia

Chargés de projet : Francine Mudunga, Elisée Cirhuza et Cubaka Muderhwa

www.gecshceruki.org

GOVERNANCE IN CONFLICT NETWORK (GIC)

Coordinateur : Tomas van Acker

www.gicnetwork.be

PUBLISHING

Éditorial : Alice Gregoire

Designer : Marie Wynants, achttien.eu

© 2022 Governance in Conflict Network, basé à l'Université de Gand, Belgique



Ni paix, ni guerre ?

LA PERSISTANCE DES CONFLITS ET DE L'INSÉCURITÉ DANS LE TERRITOIRE DE KALEHE AU SUD-KIVU

**Godefroid Muzalia,
Alain Bahati,
Eric Batumike et
Stanislas Bisimwa**



Résumé exécutif

Ce rapport analyse le contexte sécuritaire dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu, depuis les opérations menées par les FARDC contre le CNRD en décembre 2019 et jusqu'à la résurgence des violences dans cette zone en mai 2021. Plus d'un an après la destruction des bastions du CNRD en 2019, il constate que trois principales dynamiques sécuritaires se sont reconfigurées et les identifie. Il s'agit premièrement de la réactivation de groupes armés locaux portés disparus depuis les opérations militaires des FARDC un an auparavant. La deuxième est la cristallisation des conflits communautaires en général, dont en particulier celui opposant les Tembo aux Hutu. La troisième est la compétition violente pour l'accès aux ressources. Autour de ces trois dynamiques se déploient différentes initiatives de pacification dans la zone de Kalehe, qui a fait l'objet d'une attention soutenue de la part des associations locales de développement, de structures étatiques et non étatiques et de la MONUSCO à travers sa section des affaires civiles. Mais la paix est très loin de revenir et c'est plutôt une paix des armes qui fait son lit progressivement dans le territoire de Kalehe.

Table des matières

1 INTRODUCTION	6
2 DYNAMIQUE DES GROUPES ARMÉS DEPUIS MAI 2020	11
2.1. Préludes au démantèlement du CNRD	11
2.2. Déroulement et incidences des opérations militaires	16
Les incidences des opérations militaires de fin 2019 et début 2020	17
L'insécurité entretenue par les bandes armées et les milices résiduelles	18
Une ambivalence fonctionnelle des FARDC ?	19
La réactivation des groupes armés	21
Deux « nouvelles coalitions » informelles de groupes armés	26
3 ÉTAT ACTUEL DES RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES	28
3.1. La tendance à assimiler les Hutu congolais aux Hutu rwandais	28
3.2. Au-delà de la question hutu	30
La compétition politique	30
Compétition pour l'accès aux ressources	33
Les tensions autour des potentielles nouvelles communes rurales	34
4 LES INITIATIVES DE PAIX APRÈS LE DÉMANTÈLEMENT DU CNRD	36
4.1 Les actions conjointes entre FARDC et MONUSCO	36
4.2 Le processus de Murhesa : une dynamique en panne	37
4.3 L'impasse du DDR communautaire	39
5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	41
6 BIBLIOGRAPHIE	44

Situé au nord de la ville de Bukavu, le territoire de Kalehe partage des frontières avec ceux de Walikale et Masisi au Nord-Kivu, et de Kabare, Shabunda et Idjwi au Sud-Kivu. Kalehe est relié au Rwanda voisin par le lac Kivu. Ce territoire s'étend du littoral du lac Kivu jusqu'aux hauts plateaux et compte deux chefferies : Buhavu et Buloho. Dans cet espace se superposent pouvoir coutumier et administration publique. En son sein, Bunyakiri, Kasheke, Kalonge, Numbi, Minova, Nyabibwe et Ziralo constituent des centres importants. Le territoire de Kalehe est peuplé par les Havu, Tembo, Rongeronge, Pygmées, Hutu et Tutsi.¹ Si les quatre premiers groupes sont considérés localement comme des « autochtones », les deux derniers descendent en majorité de populations issues de migrations antérieures, souvent stigmatisées comme des « personnes à nationalité douteuse » (Mugisho 1997). Cette dichotomie occupe une place importante dans la conflictualité récurrente de Kalehe (Bouvy et al. 2019). Depuis maintenant près de trois décennies, cette zone est en proie à une insécurité chronique dont les causes sont multiples : remise en cause de la propriété foncière des « migrants » par les « autochtones » ; militarisation des rapports sociaux ; et compétition entre les communautés locales pour le contrôle de l'espace politique et l'accès aux ressources (Vlassenroot & Verweijen 2017, Ansoms et al. 2011).

¹ Les Hutu et les Tutsi de Kalehe en effet proviennent de trois grandes vagues migratoires du Rwanda vers la RDC. Le premier groupe est issu de la mobilité naturelle des populations entre le Royaume du Rwanda et le Buhavu bien avant la colonisation. Le deuxième groupe est celui des Rwandais recrutés par l'administration coloniale belge pour travailler dans les plantations dans l'Est de la RDC. Enfin, le « dernier » groupe important est celui issu des réfugiés Rwandais, principalement Tutsi, ayant fui les effets de la révolution Hutu de 1959 (IRRI 2019).

De manière générale, ces dynamiques locales constituent depuis longtemps un point d'ancrage pour d'autres conflits aussi bien nationaux que régionaux. Plus particulièrement, à la conflictualité locale se surajoutent des interventions des groupes armés rwandais basés dans l'Est de la RDC comme les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et le Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD). Les enjeux à la fois politiques et économiques locaux s'articulent autour de la problématique du foncier, du contrôle des ressources agro-minières, de la question d'un potentiel retour des réfugiés congolais d'expression Kinyarwanda (IRRI 2019) et, dans une certaine mesure, de la création de nouvelles communes rurales par le Décret n°18/020 du 30 mai 2018.² Les années de guerre ont davantage renforcé les clivages identitaires et politiques dans la mesure où la résistance armée aux deux principales rébellions congolaises des années 1990s, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) et le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), s'était construite sur une base communautaire (Vlassenroot et al. 2016 ; APC 2015).

Malgré plusieurs interventions non armées et armées en faveur de la paix au Sud-Kivu, la situation sécuritaire à Kalehe évolue « en dents de scie ».³ Les différentes phases du processus de démobilisation mené dans la région ont été accompagnées d'un recyclage quasi permanent des rebelles (Vogel & Musamba 2016), avec pour conséquence la persistance de l'insécurité dans la zone. Début mars 2019, le CNRD, une branche dissidente des FDLR, s'installent dans le territoire de Kalehe en provenance du territoire de Masisi (Bouvy et al. 2019). Très vite, les nouveaux venus et leurs dépendants ont été impliqués dans des conflits fonciers, provoquant ainsi la réactivation des groupes armés locaux dont les Maï-Maï Kirikicho, les Raïa Mutomboki et différents groupes Nyatura.

La présence du CNRD à proximité de la frontière rwandaise avait suscité des inquiétudes, justifiées par le fait que, selon un membre de la communauté

² Décret n°18/020 du 30 mai 2018, Journal officiel, 59ème année, Juillet 2018.

³ Plusieurs opérations militaires ont déjà été menées soit par les FARDC, soit par la MONUSCO ou conjointement contre les groupes armés locaux et étrangers. On peut citer par exemple, Kimia I et Kimia II, Amani Leo, Amani ya Kweli etc. Toutes ces opérations militaires ne sont pas parvenues à restaurer la paix. Aussi, plusieurs séances de « dialogue intercommunautaire » ont été organisées, mais n'ont pas permis d'atténuer les tensions au niveau dans cette partie de la province du Sud-Kivu.

hutu, les éléments du CNRD auraient affirmé en mars 2019, qu'ils étaient juste de passage à Kalehe et devaient rejoindre leurs unités basées dans les hauts plateaux du territoire de Fizi, avec pour objectif final d'accéder au Rwanda.⁴ L'installation du CNRD dans le territoire de Fizi aurait alors constitué une menace au niveau de la région de nature à susciter une potentielle intervention du Rwanda. Cependant rien ne prouve que les éléments du CNRD avaient effectivement pour but de se déployer vers Uvira et Fizi. Bien au contraire, ils ont très vite posé des actes qui trahissaient leur intention de s'installer confortablement à Kalehe : occupation des terres, exploitation du bois et des minerais, principalement dans les hauts et moyens plateaux de Kalehe, un espace très connu à cause du conflit des cinq collines.⁵

Comme un rapport précédent de cette série (Bouvy et al. 2019), cette recherche relève que les conflits dans le territoire de Kalehe ont un fondement historique et tournent essentiellement autour du foncier, du pouvoir et de l'identité. C'est sur ce triade que s'est opérée la militarisation des rapports sociaux ainsi que la violence cyclique observé dans la zone. Un élément important ici est le démantèlement des bastions des CNRD par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) entre fin 2019 et début 2020. Malgré le succès relatif des opérations menées par les FARDC, les facteurs générant du conflit n'y étaient pas suffisamment pris en compte et ont ainsi continué à alimenter l'insécurité et la mobilisation armée. Près d'un an après le démantèlement des CNRD, quatre dynamiques récentes attirent l'intérêt de la présente étude. Il s'agit premièrement de la remobilisation progressive de certains groupes armés qui s'étaient pourtant déjà rendus aux

⁴ Entretien n° 9, Bukavu, le 6 juin 2020.

⁵ Ces cinq collines sont : Lumbishi, Numbi, Kavumu-Luzirantaka, Karoba, et Shanje. L'expression « conflits des cinq collines » résume une grande partie de la question foncière à Kalehe. Avant le déploiement de la Mission d'immigration des Banyarwanda (MIB) dans les années 1930, le territoire de Kalehe était faiblement peuplé. Quatre communautés locales (Havu, Rongeronge, Tembo et Twa) résidaient sur de vastes espaces « inhabités » dont les « cinq collines » qui ne semblaient pas intéresser les communautés locales par ce qu'il y faisait très froid. C'est sur ces espaces que plusieurs vagues d'immigrés, venus principalement du Rwanda, se sont progressivement installés. Ils devaient juste payer une redevance au Mwami Sangara pour accéder à la terre. Les « cinq collines » sont passées progressivement sous le contrôle des Banyarwanda (Hutu et Tutsi) qui sont d'ailleurs considérés comme des étrangers dans la zone. Les nouveaux acquéreurs ont ensuite « légalement » et/ou militairement sécurisé leurs terres. Ce qui, aux yeux des Havu et des Tembo, passe pour un accaparement des terres, source des conflits.

FARDC entre fin 2018 et début 2019. Deuxièmement, un renforcement des clivages entre les communautés locales est à l'œuvre, principalement entre Hutu et Tembo, et s'articule autour des questions foncières et de nationalité. Troisièmement, on observe une recrudescence du banditisme armé lié à la fois à la remobilisation, et dans une moindre mesure aux effets de l'état de siège en vigueur dans la province voisine du Nord-Kivu depuis mai 2021. Selon un représentant de la société civile de Bunyakiri, plusieurs bandits armés qui étaient actifs dans le Nord-Kivu auraient migré vers le Sud-Kivu dès le début des opérations militaires dans le cadre de l'état de siège. Enfin, ces trois dynamiques s'accompagnent d'une implication accrue des acteurs de la société civile, des ONG internationales, de la Mission de l'organisation des Nations unies pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) et du gouvernement congolais dans le processus de paix.⁶ Ce rapport en trace les contours.

La collecte de matériaux utilisés dans ce rapport a connu deux phases. La première, qui a eu lieu en mai 2020, a permis de collecter des données dans les hauts plateaux de Kalehe, dans les groupements de Ziralo (à Mubuku) et à Mbinga-Sud. Il était question d'identifier les principales dynamiques d'insécurité après le démantèlement du CNRD à Kitindiro et Rutare fin 2019. La deuxième phase a eu lieu en juin 2021 et a consisté essentiellement en une mise à jour des informations récoltées lors de la première phase,⁷ à travers de nouvelles collectes de données sur la partie littorale de Kalehe, dans le groupement Mbinga-Sud et dans les moyens et hauts plateaux. L'attention a davantage été portée sur les leaders communautaires, les acteurs de la société civile et les responsables politiques basés à Bukavu et à Goma. S'inscrivant dans une approche qualitative, cette étude s'est basée sur des entretiens semi-directifs, des entretiens collectifs et observations de terrain. Des entretiens ont été menés avec des autorités locales civiles (coutumières et administratives) et militaires, des membres de la société civile, divers représentants sociaux, creuseurs artisanaux et exploitants miniers

⁶ Entretien n° 11, Bulambika, le 10 juillet 2020.

⁷ Avril 2021 a été caractérisé par des affrontements entre groupes armés communautaires (Tembo et Havu) dans plusieurs villages des groupements de Ziralo et Mubuku. Les groupes Nyatura et Raia Mutomboki étaient particulièrement impliqués. La seconde phase de la recherche a donc eu à cœur de saisir les contours de la montée de la violence à cette période précise.

et membres ou proches des groupes armés. En plus d'utiliser ces sources primaires, cette étude a eu recours aux nombreux rapports sur la problématique de la sécurité au Sud-Kivu en général et dans le territoire de Kalehe en particulier (Vlassenroot et al. 2020 ; IRRI 2019).

Enfin, nous avons exploité l'abondante correspondance élaborée par les acteurs de la sociétés civiles et les leaders communautaires parmi les Tembo et Hutu dénonçant l'intensification de la violence et le renforcement des clivages ethniques dans la zone, depuis les affrontements autour de Katasomwa et depuis l'application de l'état de siège dans la province du Nord-Kivu. En plus de l'insécurité chronique que connaît le territoire de Kalehe, le contexte de la pandémie de COVID-19 a sérieusement perturbé la première phase de la recherche. Les chercheurs ont dû écourter la durée de leurs séjours sur le terrain pour privilégier les interviews à distance, mais plusieurs informateurs n'étaient pas disposés à livrer les informations au téléphone. La deuxième phase de la recherche a été, quant à elle, affectée par les retombées des affrontements entre groupes armés communautaires à Katasomwa. Ce nouveau contexte a toutefois permis de saisir les évolutions du contexte sécuritaires entre les deux phases de la recherche et d'améliorer le contenu du rapport.

Dynamique des groupes armés depuis mai 2020

Pour bien saisir la configuration actuelle des groupes armés actifs dans le territoire de Kalehe, il est important de tenir compte du contexte sécuritaire qui a prévalu dans la zone avant, pendant et après les opérations militaires menées par les FARDC dans la zone. C'est ce que cette section entreprend à travers trois sous sections. La première présente le contexte avant les opérations militaires, la deuxième aborde les opérations et leurs incidences, tandis que la troisième présente la configuration des groupes armés un an après le début des opérations militaires contre le CNRD.

2.1. Préludes au démantèlement du CNRD

C'est en décembre 2018 que la présence des premiers éléments CNRD et leurs dépendants avait été signalée dans le territoire de Kalehe. Ce dernier connaissait à ce moment-là une activité milicienne relativement faible. Les groupes armés qui opéraient dans la zone n'en étaient pas moins responsables de pillages, enlèvements et viols. Ces groupes sont répartis en trois catégories, toutes impliquées dans ces exactions : les groupes connus sous le label Maï-Maï et dont le plus important était contrôlé par Kirikicho Mwanamayi, un combattant Tembo de longue date basé à Tushunguti (Ziralo) ; les groupes menés par les Hutu congolais et connus sous le nom de Nyatura (« ceux qui frappent fort » en Kinyarwanda), avec comme aile importante celle regroupée sous le commandement de Matias Kalume ; et enfin, les groupes Raia Mutomboki. C'est à ce contexte déjà instable que s'ajoutent, fin 2018 et début 2019, les premiers éléments armés du CNRD, essentiellement constitués de miliciens hutu rwandais et de leurs dépendants. Selon plusieurs sources, ils

fuyaient les territoires de Masisi et de Walikale suite aux attaques menées contre eux par les éléments de la *Nduma Defence of Congo*—Rénové dirigé par Guidon Shimiray. Début mars 2019, l'installation des éléments du CNRD dans le territoire de Kalehe s'intensifie avec l'arrivée d'autres éléments à partir des territoires d'Uvira et de Mwenga. Les nouveaux venus, lourdement armés ont participé à la montée de la violence et au renforcement des clivages entre les communautés tribales locales.

Ainsi par exemple, les responsables de la « Buuma Bw'e Batembo »⁸ et les acteurs de la société civile de Bunyakiri, qui suspectaient les Hutu congolais de vouloir tirer profit de la présence des Hutu rwandais dans la zone pour renforcer leurs positions dans les hauts plateaux, ont aussitôt organisé plusieurs manifestations à Bunyakiri et à Bukavu pour exiger le désarmement et le rapatriement des rebelles hutu au Rwanda (Bouvy et al. 2019). Les Hutu congolais, quant-à-eux, ont tout de suite perçu le risque d'être assimilés aux réfugiés et aux éléments du CNRD rwandais. En entretenant ce climat de méfiance réciproque dans lequel chacun regarde l'autre en chien de faïence, les communautés ont participé de manière implicite à la réactivation des milices tribales, aggravant ainsi la situation sécuritaire déjà fragile. Malgré l'intensification des exactions commises sur les populations par les hommes en armes, il a fallu attendre sept mois pour que les FARDC lancent des opérations militaires contre le CNRD et les autres groupes armés à Kalehe (Bouvy et al. 2019). Interrogé sur cette léthargie des autorités militaires, un officier des FARDC répond :

C'était une opération très délicate et très risquée [...]. Nous devons nous rassurer que les opérations se passeraient avec le moins de casse possible. Vous savez [...] dans cette zone il y a des Rwandophones parmi lesquels il y a les Hutu et les Tutsi. Aussi parmi les Hutu et les Tutsi il y a des Rwandais et des Congolais. Notre mission était de démanteler les CNRD. Les CNRD sont des Hutu rwandais. Mais dans la même zone il y a aussi les Nyatura, qui eux sont des Hutu congolais. Ils parlent la même langue, ils ont la même morphologie... c'est la même chose avec leurs dépendants respectifs. Comment allions-nous faire la différence ? On avait besoin du temps pour comprendre tout ça.⁹

⁸ « Unité des Tembo », la mutualité dans laquelle se reconnaissent les Tembo, peu importe où ils se trouvent en RDC ou ailleurs.

⁹ Entretien n°9, Bukavu, le 6 juin 2020.

En réalité la situation était encore plus complexe que ne l'a présentée l'officier. La présence du CNRD à Kalehe ne pouvait pas passer inaperçue pour le Rwanda voisin déterminé à sécuriser ses frontières. En 1996, la menace que représentait la présence d'éléments armés hostiles au gouvernement rwandais à proximité de ses frontières avait motivé l'intervention du Rwanda en RDC, en appui à l'AFDL conduite par Laurent-Désiré Kabila. Le risque de voir cette situation se reproduire a été soulevé par un leader de la communauté hutu de Kalehe en ces termes :

Pour le gouvernement rwandais, il n'y a pas de différence entre les Hutu de la RDC et ceux du Rwanda impliqués dans le CNRD. Il [le gouvernement rwandais] est conscient que c'est impérieux de trouver une solution à la menace que présente le CNRD pour le Rwanda [...] Nous savons très bien que pour la sécurité du Rwanda, la RDF [Rwanda Defence Force] est prête à intervenir directement ou indirectement à Kalehe. Nous les Hutu craignons donc pour notre propre sécurité. Rejetés à Kalehe par les communautés sœurs, nous ne serions pas non plus épargnés en cas d'une opération militaire qui impliquerait la RDF.¹⁰

Les inquiétudes exprimées par l'officier des FARDC et le leader de la communauté hutu de Kalehe sont confirmées par les préoccupations dont font part certains acteurs de la société civile. Dès l'arrivée du CNRD à Kalehe en mars 2019, ils dénonçaient une infiltration de la population par le CNRD avec la complicité supposée ou avérée des Hutu de Kalehe, et principalement des éléments Nyatura.¹¹ La présence du CNRD dans la région entraînerait donc un phénomène de « CNRDisation » de certains Hutu, c'est-à-dire une confusion des frontières entre les groupes et des appartenances des individus, qu'un enquêté illustre par le proverbe : « *Hakuna tafauti kati ya panya ya pori na panya ya mu nyumba* ». ¹² Cette confusion se répercute sur la question de la nationalité des Hutu dont la détermination n'est pas toujours évidente. La tâche est d'autant plus compliquée qu'un déficit de professionnalisme de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) durant le processus d'enrôlement (2017–2018), aurait conduit à l'enregistrement au registre

¹⁰ Entretien n°20, Bukavu, le 18 juillet 2021.

¹¹ Entretien n°2, Ihusi, le 25 mai 2020.

¹² Cette citation est traduite en kiswahili par : « Il n'existe pas de différence entre un rat qui réside dans une maison et un rat qui vie en brousse ». Pour dire en fait : « Hutu Congolais et Hutu Rwandais c'est bonnet blanc, blanc bonnet ».

électoral de Hutu rwandais réfugiés, principalement des éléments de CNRD. Ce fait est attesté par plusieurs personnes :

Certains dépendants du CNRD qui ont atteint le territoire de Kalehe en février 2019 prétendaient avoir fui les assassinats perpétrés par les infiltrés des Rwanda Defence Forces [RDF] dans les camps de réfugiés de Kitchanga et Mweso au Nord-Kivu. Curieusement, nombreux parmi eux ont des cartes d'électeurs Congolais. Les mêmes que les nôtres.¹³

Certes, rien ne permet d'affirmer que les cartes d'électeurs congolais détenues par certains Hutu rwandais auraient été émises par la CENI, mais ce qui est évident est qu'elles ont contribué à compliquer la situation et à relancer la problématique de la « nationalité douteuse ». Aux yeux de plusieurs informateurs aussi bien Hutu que Tembo, cette confusion générale autour de la nationalité des Hutu est compréhensible. Selon eux, la proximité culturelle, sociale et linguistique des Hutu congolais et rwandais les contraindrait à une forme de solidarité et de protection mutuelle contre une menace qui proviendrait du Rwanda voisin, ainsi que des autres « communautés sœurs ».¹⁴ La situation à Kalehe étant devenue explosive après l'installation du CNRD, les ONG et la MONUSCO ont d'abord tenté de « désamorcer la bombe » avec une solution non-militaire. Un poste avancé de la Monusco a été installé dans la zone pour contrôler les mouvements CNRD, tandis que plusieurs campagnes de sensibilisation au désarmement volontaire et au rapatriement au Rwanda étaient menées en parallèle.¹⁵ Mais les résultats de ces campagnes furent très mitigés. Selon certains FARDC, les rebelles du CNRD avaient choisi d'y envoyer leurs femmes et leurs enfants au lieu de s'y rendre eux-mêmes. Cette attitude trahissait déjà l'époque l'intention de plusieurs éléments du CNRD, qui loin de vouloir se rendre, entendaient surtout s'établir dans la zone.

Alertés quant à ces ambitions, les FARDC ont décidé de recourir à des éléments Nyatura auxquels ils s'étaient momentanément alliés lors de campagnes antérieures contre les groupes armés réfractaires à la reddition,

¹³ Entretien n°8, Nyabibwe, le 28 mai 2020.

¹⁴ Entretien n°20, Bukavu, le 16 septembre 2021.

¹⁵ Entretien n°1, Ihusi, le 25 mai 2020.

afin de contrer CNRD. La confusion était ainsi bien installée. Sur le plan stratégique les FARDC avaient besoin d'éclaireurs qui maîtrisaient la zone. Elles s'étaient ainsi appuyées de manière ponctuelle sur certains éléments de groupes armés locaux. Ces derniers étaient faciles à convaincre dans la mesure où l'arrivée du CNRD dans la région avait sensiblement impacté leurs zones d'influence et donc affecté leur accès aux ressources. Dans ce cadre, certains Nyatura ont été recrutés comme éclaireurs alors même qu'ils s'étaient auparavant rendus aux FARDC. Ces éclaireurs perçus comme « suspects » en raison de leur langue commune avec les membres du CNRD, remplissaient leur mission en même temps que d'autres éclaireurs issus de différentes factions des Raia Mutomboki opéraient en parallèle pour le compte des FARDC.¹⁶ Or, le fait que les FARDC aient utilisé des éclaireurs Tembo contre les CNRD a renforcé les clivages entre les Tembo et Hutu. Selon un interlocuteur hutu déjà cité :

Les communautés sœurs (Tembo, Havu et Rongeronge) ne comprennent pas qu'en plus des conflits qui nous divisent localement, nous les Hutu sommes aussi dans le viseur du gouvernement rwandais. Ce dernier intervient dans l'Est de la RDC dans un but précis : il faut annihiler toute tentative d'organisation des CNRD en une force militaire susceptible de déstabiliser le Rwanda. Ce combat est plus que politique, il est ethnique. Il oppose les Hutu au Tutsi partout dans le monde. De la même manière que les Tembo disent qu'il n'y pas de différence entre un 'rat de brousse et un rat qui se trouve dans la maison', pour les Tutsi, il n'y a pas de différence entre Hutu du Congo et Hutu du Rwanda.¹⁷

Le point de vue de ce leader hutu inscrit la question de Kalehe dans un contexte beaucoup plus large, celui de la survie des Hutu face à une probable menace d'extermination. Cet interlocuteur est allé jusqu'à insinuer que « certains leaders Tembo seraient manipulés par le gouvernement rwandais pour nous mettre en difficulté ».¹⁸ Ce leader hutu a cité nommément sans fournir de preuves palpables, quelques acteurs politiques Tembo basés à Kinshasa qui, selon lui, seraient en contact avec des milieux sécuritaires rwandais dans le but précis de faire passer les Hutu congolais influents pour des Hutu

¹⁶ Entretien n°9, Bukavu, le 6 juin 2020.

¹⁷ Entretien n°20, Bukavu, le 24 septembre 2021.

¹⁸ Entretien n°17, Bukavu, le 18 juillet 2021.

rwandais dangereux. Des inquiétudes réciproques sont exprimées par les responsables de la société civile à Bunyakiri qui dénoncent ce qu'ils considèrent « un problème sécuritaire d'invasion [...] des Hutu congolais, qui n'ont jamais dénoncé le mouvement d'invasion des étrangers armés et du CNRD dans les hauts plateaux de Mubuku et de Ziralo ». ¹⁹ Cela a rendu impossible une solution pacifique.

2.2. Déroulement et incidences des opérations militaires

Le déploiement des FARDC dans le territoire de Kalehe s'intensifie à partir de début septembre 2019. Durant cette période, des rumeurs persistantes rapportent des infiltrations des troupes rwandaises dans la zone à partir du port de Irambo-Kasheke. ²⁰ Les opérations militaires commencent réellement le 20 septembre 2019. Supervisées par les généraux Delphin Kahimbi et Akili Muhindo Mundos, elles auraient bénéficié du soutien logistique et militaire des RDF. Les opérations sont conduites le long de trois axes principaux sur le terrain, par le 3415^{ème} régiment des FARDC. L'axe Bunyakiri est confié aux colonels Rutarara, Ilunga et Mbaza. L'axe Mubuku est supervisé par le Colonel Lucien Saddam, tandis que l'axe Ziralo et hauts plateaux est confié au Colonel Fimbo. Le 26 novembre 2019, 26 campements CNRD sont attaqués à partir de Kitindiro, Bibatama, Nyamugari et Rutare. Plusieurs éléments FARDC laissent leur vie au front, mais le CNRD se replie. Certaines unités se dispersent dans les hauts plateaux, d'autres rejoignent le Parc de Kahuzi-Biega (PNKB). D'autres encore, voulant emprunter le chemin vers Kabare et Shabunda via les groupements de Kalonge et Bitale, sont capturés par les Raïa Mutomboki qui les remettent aussitôt aux FARDC. Ils sont alors acheminés au camp de transit de Nyamunyunye avant d'être conduits au Rwanda. La débâcle apparente du CNRD et la période d'accalmie qui lui a succédé a fait croire à la neutralisation de ce groupe. Mais en réalité les FARDC n'avaient fait que le disperser pour calmer les inquiétudes du Rwanda et satisfaire aux multiples pressions exercées sur le gouvernement congolais par les autres communautés de Kalehe (Tembo, Havu, Rongeronge) à travers des manifestations. Le CNRD était toujours là.

¹⁹ Entretien n°11, Bulambika, le 10 juillet 2020.

²⁰ Entretien n°6, Nyabibwe, le 28 mai 2020.

LES INCIDENCES DES OPÉRATIONS MILITAIRES DE FIN 2019 ET DÉBUT 2020

Selon des sources militaires, le CNRD aurait été informé à l'avance de l'imminence de l'attaque et pris des dispositions efficaces pour limiter ses pertes d'effectifs, tandis que du côté des FARDC, le bilan en vies humaines des opérations fut très lourd. Selon les mêmes sources, ces pertes importantes s'expliquent par le fait que certains dépendants du CNRD infiltrés dans les populations civiles étaient bien armés et attaquaient par surprise les FARDC :

Ce sont les civils CNRD qui ont tué plus les FARDC. Comme ils avaient déjà la consigne que les FARDC arrivaient pour les attaquer, ils se sont faits passés pour des vendeurs de braise et attendaient le moment propice pour attaquer les FARDC.²¹

Si les opérations militaires menées par les FARDC n'ont pas pu anéantir le CNRD, elles ont sérieusement endommagé ses capacités militaires. Les déplacements engendrés par les opérations de plusieurs éléments du CNRD vers le Masisi au Nord-Kivu, ont suscité la conversion de nombre d'entre eux à l'exploitation artisanale de tourmaline à Rubaya. Les affrontements entre FARDC et CNRD ont en outre provoqué un déplacement massif de populations civiles. Le groupement de Mbinga-Sud par exemple, a accueilli près d'une centaine de familles venues de Numbi, Lumbishi et même de Bunyakiri pour y chercher la sécurité. Un informateur au niveau de la cour du Mwami à Ihusi affirme :

Déjà le 19 janvier 2020, 42 personnes issue de plus de dix familles Tutsi dont 28 enfants, 9 femmes et 5 hommes avaient été retrouvées dans une famille d'accueil à Kabumbiro, village de Kasheke non loin de la limite naturelle entre le territoire de Kalehe et celui de Kabare. Ces déplacés venaient des forêts de Rutare et Kitindiro, zones jadis contrôlées par des CNRD.²²

Plusieurs Havu et Hutu ont également quitté les hauts plateaux à causes des affrontements. Parmi ces déplacés, une catégorie particulière retient

²¹ Entretien n°9, Bukavu, le 6 juin 2020.

²² Entretien n°1, Ihusi, le 25 mai 2020.

l'attention à Kalehe centre. Il s'agit d'une centaine de familles pygmées qui ont fui le PNKB et ses environs suite aux violences.²³

L'INSÉCURITÉ ENTRETENUE PAR LES BANDES ARMÉES ET LES MILICES RÉSIDUELLES

Le déplacement des populations s'est accompagné de la détérioration du contexte sécuritaire. Des hommes en armes, désignés comme des « hommes armés en uniformes non autrement identifiés », ont été les principaux auteurs de violences. Dans le Mbinga-Nord, des *raids* ont été perpétrés par les résidus des groupes armés et des cas d'assassinats ont été rapportés. Selon des sources militaires, le banditisme armé, dont nous illustrerons quelques cas, s'est intensifié entre février et mai 2020. Le 27 mai 2020, les Nyatura dirigés par Habarugira Ndengane, Mugabo, Shukuru Mamera, et Maombi Hakiza sont surpris par les FARDC avec des sacs de viande de bœuf. Il est ensuite établi qu'ils avaient volé des vaches dans la concession de Matabaro. Durant la même période, les Maï-Maï Kifuafua de Maachano ont attaqué les FARDC à Ufamando II, faisant des dégâts au sein de la population (destruction de biens et des instants de justice populaire, par exemple des lynchages). La nuit du 24 mai 2020, des hommes en armes ont volé des chèvres à Karoba. Une intervention de la société civile en appui aux FARDC et à la Police nationale congolaise (PNC) a été nécessaire pour récupérer deux chèvres et mettre la main sur deux voleurs. De tels vols de bétail commis par des hommes en armes non autrement identifiés sont devenus fréquents à Karoba. Ses auteurs opèrent bien souvent au nez et à la barbe des éléments des FARDC qui hésitent à intervenir car ils ne connaissent pas la localisation exacte des malfaiteurs.

Les prises d'otages, qui ont aussi refait surface, ne sont plus non plus l'apanage de groupes armés structurés. La logique est restée la même : les personnes ciblées sont enlevées et le paiement d'une rançon est ensuite exigée pour leur libération. Le cas de Muleme Katoto, dont le corps a été retrouvé sur l'aérodrome de Lwako le 5 mai 2020, quelques jours après son enlèvement,

²³ Le PNKB a toujours déplorés la présence des pygmées dans le parc et a toujours milité pour leur installation ailleurs. Le Parc soutient ainsi l'encadrement des pygmées. Quelques enfants pygmées étudient grâce aux subventions du PNKB.

en est un exemple. Les Maï-Maï sous Kirikicho ont continué à collaborer avec les autorités locales pour imposer une cotisation (chèvres, boissons et armes) à la population en échange de leur protection. Aussi la taxe spéciale « lala salama »,²⁴ exigée par presque tous les groupes armés, a été maintenue à Ziralo malgré le fait que les miliciens n'étaient plus très visibles sur le terrain. Selon plusieurs informateurs, la recrudescence du banditisme armé à Kalehe s'explique par une circulation intense et incontrôlée d'armes légères et de munitions. Les vendeurs d'armes seraient surtout les anciens miliciens ayant perdu du terrain face aux FARDC, les éléments du CNRD, et de temps en temps ceux des FARDC qui n'hésiteraient pas à vendre « une partie des armes ramassées » sur leurs victimes. Un officier qui a requis l'anonymat affirme ainsi que : « Dans cette zone, il est très facile d'accéder à une arme de guerre. Avec 15 000 à 20 000 francs (plus moins 10 USD) c'est fait ». C'est aussi cet accès facile aux armes et aux munitions qui a contribué à l'essaimage de la violence dans les contrées comme Buzi, Lumbishi, Ziralo, Mubuku et Tchigoma.

UNE AMBIVALENCE FONCTIONNELLE DES FARDC ?

S'il est vrai que la plupart des exactions sont attribuables aux groupes armés, il est tout aussi vrai que certains éléments FARDC sont impliqués dans l'insécurité. Les actes de ces agents de l'ordre (qui sèment le désordre) sont encouragés par des conditions de vie peu enviables en tant que soldats basés dans cette « zone opérationnelle », exposés aux vols et autres tracasseries. Ne percevant qu'une très maigre ration alimentaire, ils sont parfois obligés de se rabattre sur le prélèvement de taxes sur les produits agricoles et sur leurs transporteurs les jours de marché, à la manière des groupes armés²⁵. Les soldats des FARDC sont conscients qu'il s'agit là d'une pratique punissable, mais ils affirment, comme le fait ce soldat interrogé à Lumbishi, qu'ils n'ont pas d'autres options pour survivre :

²⁴ *Lala salama* signifie « bon sommeil ». C'est le nom de la taxe imposé à la population par les miliciens de Kirikicho « en échange de la sécurité ». Ne pas payer la taxe c'est être exposé aux cambriolages nocturnes et autres traitements inhumains.

²⁵ Les FARDC érigent des barrières pour collecter les vivres auprès des passants. Ce qui fâche la société civile qui les accuse de tracasserie. Mais les FARDC de leur côté se plaignent de la hiérarchie qui ne leur envoie plus la ration, depuis plusieurs mois, alors qu'elle sait qu'elles sont dans une zone opérationnelle.

Bolobela biso kuna, biso tozokufela mboka, mais ration té. Tala officier ya ville na officier ya awa. Tala, ata kolia eza pasi. Moto moko, kopo moko ya fufu ! Lelo nayebi te ngai na bana tokolia nini. Tala nzoto ekondi, tout un officier ! D'ailleurs nalingaki bouteille oyo tozomela awa oconvertir yango en argent, po na zua bileyi ya lelo. Gouvernement ezangi donc ata hélicoptère moko ya ko memela biso bileyi mpo to souffrir na nzala boye ?²⁶

Et effectivement, plusieurs militaires sont presque en guenilles. Leurs tenues usées sont semblables à celles des miliciens et des bandes armées. D'ailleurs, les uniformes de certains miliciens seraient plus propres et présentables. Cela contribue à semer la confusion au sein de la population qui a tendance à assimiler les soldats de l'armée régulière aux éléments des groupes armés. Entre temps, les bandes armées en profitent pour se faire passer pour des FARDC. Un militaire exprime cette confusion :

Soki gouvernement akebi te, makambo ekobeba neti na Fizi [...]. Kuna ba civile Banyamulenge, Babembe, Bavira na Bafulero basi basimba manduki, baike balata mpe ba tenues neti biso. Situation ekobeba pe coté oyo. Ekoma kaka masolo ya Vietnam.²⁷

En marge de ces dynamiques sécuritaires, les opérations contre le CNRD ont eu des conséquences désastreuses sur le petit commerce au niveau local. Dès leur installation dans le territoire de Kalehe en mars 2019, les éléments CNRD et leurs dépendants s'étaient livrés à l'exploitation du bois, de la braise et du bambou sur les collines de Bibatama, Kitindi, Rutare I et Rutare II. Un trafic florissant s'était ainsi établi entre ces collines et la localité de Shanje dont le marché approvisionnait Shanje, Numbi, Kalungu et Nyabibwe. Plusieurs dépendants des CNRD étaient impliqués dans ce trafic et les boutiquiers de Chambombo et de

²⁶ « Veuillez plaider pour nous, Nous mourons pour la république, mais nous n'avons pas de rations alimentaires. Comparez les officiers qui sont en ville et nous qui sommes en pleines opérations ici. Manger c'est difficile ! Un officier, un gobelet de farine. Aujourd'hui, je ne sais pas quoi manger ni pour moi, ni pour ma famille. Voici comment nous avons maigri, d'ailleurs je voudrais que la boisson que nous prenons ensemble dans cette conversation puisse être convertie en argent pour voir si je trouverais un repas pour toute la famille. Est-ce que le gouvernement congolais manque d'un seul hélicoptère pour nous ravitailler en vivre pour souffrir comme ça ? » (Entretien n°22, Lumbishi, le 24 mai 2020).

²⁷ « Si le gouvernement ne prend pas garde, nous allons évoluer vers la situation qui prévaut aujourd'hui à Fizi [...] où les civiles Banyamulenge, Bembe, Vira et Fuliiri sont détenteurs d'armes de guerre. Certains ont même des tenus comme nous. La situation risque de se compliquer davantage ci. Ça sera comme au Vietnam ». (Entretien n°22, Lumbishi, le 24 mai 2020).

Shanje en bénéficiaient. Il s'agissait des principaux centres d'approvisionnement des rebelles du CNRD en produits de première nécessité. A la suite de l'attaque contre eux, quelques commerces ont fermé boutique pour deux raisons.

Certains sont tombés en faillite parce qu'ils commençaient à vendre à crédit à leurs nouveaux clients liés au CNRD. Mais tandis qu'avant les opérations, les membres du CNRD payaient conformément aux échéances négociées, après les opérations ces débiteurs ont cessé d'être localisables. La seconde raison est que certains de ces boutiquiers avaient impliqué des miliciens du CNRD directement dans leurs affaires. Ceux-ci ont pris soin de retirer leurs parts dès qu'ils ont été informés de l'imminence des attaques FARDC. De telles collaborations entre miliciens et populations ont souvent été rapportées, mais pas suffisamment documentées. Après la brève période d'accalmie qui a suivi la destruction des bastions du CNRD en 2020 et après les affrontements d'avril 2021 dans les groupements de Mubuku et Ziralo, les groupes armés de Kalehe sont en pleine reconstitution. Le CNRD, les Nyatura, les Maï-Maï Kirikicho et les Raïa Mutomboki reprennent progressivement de la consistance.

LA RÉACTIVATION DES GROUPES ARMÉS

Après le rapatriement au Rwanda de 300 éléments capturés par les FARDC en décembre et janvier 2020, plusieurs éléments du CNRD ayant échappé à la capture s'étaient éparpillés en petits groupes dans le PNKB, à Katasomwa, dans les collines de Kitindiro, Rutare I et Rutare II, et dans plusieurs villages autour de Numbi, Shanje, Chambombo et Lumbishi. Sur certaines de leurs anciennes bases s'étaient installés des civils hutu. Un an après les opérations, les associations de défense des droits humains alertent sur la réactivation progressive des éléments du CNRD et leur implication dans la détérioration du contexte sécuritaire locale à Kalehe.²⁸

Selon un leader hutu de Kalehe, la rapide résurgence du CNRD s'explique facilement par le fait que, bien avant les opérations militaires, le noyau dur des combattants avait fait mouvement dans deux sens. Un premier groupe (plus important du point de vue numérique) était parti dans le Masisi en

²⁸ Entretien n°10, Nyabibwe, le 11 Juin 2021

passant par Rubaya. Le second groupe aurait forcé le passage pour rejoindre les hauts plateaux de Fizi en passant par Ninja dans le territoire de Walungu. Il n'existe cependant pas des données statistiques fiables sur le nombre de combattants CNRD et leurs dépendants qui étaient momentanément installés à Kalehe. Un agent de la Direction générale de la migration (DGM) les avait estimés, sans base de données, à 1800. Selon lui, 200 seulement seraient rentrés au Rwanda. Ces chiffres sont proches de ceux avancés par le CICR qui évoque le rapatriement de 300 éléments CNRD au Rwanda. Mais en l'absence de chiffres fiables, l'unique évidence demeure que plusieurs éléments CNRD et leurs dépendants se sont dispersés dans les hauts plateaux de Kalehe où ils auraient bénéficié de la solidarité de certains Hutu congolais.²⁹

La tragédie qu'endurent ces anciens réfugiés Hutu rwandais depuis 1994 a fini par susciter la compassion des Hutu congolais. Cette solidarité draine beaucoup de suspicions chez certains acteurs de la société civile de Bunyakiri quant à la nature des relations entre les Hutu congolais et rwandais. L'un d'entre eux a même affirmé, sans fournir de preuves, que les Hutu du CNRD bénéficierait de soutiens à plusieurs niveaux : des alliances locales, l'appui de certains acteurs politiques pour des raisons de positionnement politique au niveau provincial (Nord- et Sud-Kivu) et national, ainsi que du soutien de la diaspora rwandaise internationale.³⁰ La crainte d'une forme de « nationalisme hutu » exprimée par l'expression « Turarambiye » (« nous sommes fatigués » d'être persécutés), véhiculant un message de nature communautaire et « sans frontières », est ce qui participe le plus au renforcement des clivages entre Hutu et Tembo à Kalehe. Les ONG impliquées dans le processus de construction de la paix dans cette zone devraient tenir compte de cette dimension subjective de la conflictualité. Cet aspect a été très faiblement documenté jusqu'à présent. Pourtant, il occupe une place importante dans l'imaginaire communautaire et participe à la consolidation de complexes belligènes. Par exemple, pour le leader de la communauté hutu de Kalehe, si quelqu'un tire profit des conflits qui opposent sa communauté aux « communautés sœurs » de la zone, c'est le gouvernement rwandais. Ce dernier tiendrait à maintenir à Kalehe un climat défavorable à la stabilisation des

²⁹ Entretien n°10, Nyabibwe, le 11 juin 2021.

³⁰ Entretien n°12, Numbi, le 11 juin 2021.

Hutu rwandais dans l'est de la RDC. Selon lui :

Ce n'est pas la première fois ! Peu avant le déclenchement de la rébellion du FPR au Rwanda en 1990, les Tutsi avaient mis en place une stratégie machiavélique pour opposer les Hutu du Nord-Kivu aux Hunde et Nyanga. Ils voulaient s'assurer que le pouvoir de Habyarimana ne serait pas tenté de chercher des renforts dans le milieu hutu [zaïrois]. C'est la même stratégie aujourd'hui. Le Rwanda est derrière les conflits qui nous opposent aux communautés sœurs en général et aux Tembo en particulier.³¹

Au-delà de l'inquiétude décelable dans ce témoignage, dans l'insistance des Hutu de Kalehe à s'affirmer comme congolais transparait le complexe voire la peur d'être vus comme « personnes à nationalité douteuse ». C'est pourquoi, à en croire un Hutu de Kalehe, sa communauté ferait de son mieux pour ne pas interférer dans le conflit rwandais dont les effets se font sentir dans le territoire de Kalehe. Rappelons que les Nyatura, peu importe la branche, sont des groupes armés constitués de Hutu congolais. Comme tous les groupes armés locaux, ils affirment militer pour la protection de leurs terres et de leurs intérêts. De même, ils sont concernés par les initiatives de démobilisation. A l'issue de deux retraites ayant réunis des groupes armés à Murhesa en décembre 2019 et en septembre 2020, certains d'entre eux s'étaient démobilisés et regroupés à Nyamunyunye en territoire de Kabare. L'arrivée du CNRD a placé ces Hutu congolais dans une situation d'équilibre précaire. S'il est vrai qu'une proximité culturelle et historique les rattache aux réfugiés hutu rwandais, il est tout aussi vrai que leur nationalité congolaise entraîne une cohabitation avec les autres communautés. Or, pour l'instant cette cohabitation est tributaire de rapports de forces autant politiques que militaires. Si du point de vue politique, la représentativité au niveau des institutions locales et provinciales est un enjeu important, la sécurisation du foncier ne se joue pas seulement sur le front juridique, mais aussi et surtout sur le terrain militaire. C'est surtout sur cet enjeu que se fonde la réactivation des Nyatura.

Les opérations militaires des FARDC avaient aussi réduit les capacités des groupes Maï-Maï et Raïa Mutomboki dans le territoire de Kalehe. Plusieurs factions armées sont encore actives dans la zone même si l'intensité des violences

³¹ Entretien n° 20, Bukavu, le 20 septembre 2021.

a baissé. Un an après les vagues d'auto-démobilisation de 2019, l'activité des milices est encore au rendez-vous. Ce « retour circulaire » (Vlassenroot et al. 2020) trouve des explications dans les ratés du programme de désarmement, démobilisation and réintégration (DDR) en général et plus particulièrement dans l'impasse dans lequel plusieurs combattants s'étaient trouvés au centre de transit de Nyamunyune. Des combattants tels que Raymond Kabishula dit « Ngubito », Ngandu Lundimu et d'autres chefs Mai-Mai et Raïa Mutomboki attendaient soit leur intégration dans les FARDC, soit leur réinsertion sociale, mais ni l'une ni l'autre n'est advenue. Fatigués, nombre d'entre eux ont préféré rentrer. Cependant, deux explications supplémentaires permettent de comprendre ce retour circulaire : la permanente compétition autour de l'accès aux terres et surtout les répercussions de l'état de siège au Nord-Kivu. S'agissant de la question foncière, les conflits qui opposent les Tembo aux Hutu autour des terres se sont aggravés de manière notable depuis l'arrivée du CNRD dans la zone en mars 2019. Dans le but de mettre fin au processus d'accaparement des terres, les leaders Tembo se sont inscrits dans la logique de la remise en cause de plusieurs actes de ventes considérés comme « vagues » quand ils avaient été établis par un Tembo à l'avantage d'un Hutu, c'est-à-dire les actes de vente qui ne précisent pas les limites des champs. Quant à l'état de siège au Nord-Kivu, il semble que les groupes armés impliquant la communauté hutu rwandaise, se soient sentis particulièrement visés par les opérations militaires à l'agenda. Pour tenter d'échapper à la traque, certains ont migré par petites vagues vers le Sud-Kivu. Il n'existe pas de statistiques ni sur leur nombre, ni sur la fréquence de ces déplacements entre le Nord-Kivu et le Sud-Kivu mais une chose semble sûre néanmoins : l'arrivée de nouveaux éléments armés n'est pas passé inaperçue. Une semaine après la proclamation de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri, un lot important de matériel militaire en provenance du Nord-Kivu fut intercepté par les FARDC à Minova.³² Certains bandits armés qui opéraient au Nord-Kivu auraient aussi migré vers Kalehe selon des témoignages. Pour les communautés locales, en particulier les Tembo, cette expérience est étrangement similaire à l'arrivée des éléments CNRD dans la zone en mars 2019. D'où la nécessité d'une « auto-prise en charge sérieuse ». Le tableau ci-après donne une idée de l'état actuel des groupes armés réactivés sur le territoire de Kalehe :

³² Entretien n°21, Buzi, le 16 juin 2021.

Tableau des groupes armés encore présents dans la zone³³

N°	NOM	RESPONSABLES	LOCALISATION	COMMUNAUTÉ
01	Nyatara Turarambiwe	Musekura Alfonse et Mugiraneza Ndabazi	Toute la partie des Hauts Plateaux, une partie des Groupements de Ziralò, Buzi, Mubuku, Mbinga-nord, Mbinga-sud à Mutale et Batayo	Hutu et Tutsi
02	Mai-Mai Kirikicho	Kirikicho Mirimba Mwanamayi	Matutira, Biliko, Ziralò, Tushunguti, Batayo, Lulere, Ufamandu et Mubuku	Tembo
03	Nyatara Kalume	Kalume Kage	Ramba, Murango, PNKB, Bushaku, Mweya, Katasomwa, Musenyi, Gashie, Ngandjo, Bushengeshenge, Numbi, Ziralò, Mushunguti Tushunguti/Katale, Kalamo et ses environs	Hutu
04	Raia Mutomboki Butachibera	Butachibera Mwinja dit Ndege ya chini	Forêt de Lailai/Kilimandjaro et Kabalaga, Luhoho, Kalonge, Bigizi Kashenyi, Kambegeti, Hombo, Mashe, Kabenga	Tembo de Mubuku
05	Raia Mutomboki Lance	Samuel, Lance Muteya et Kachamba	Ramba, Musenyi, Kasuru Nganjo, Bikunda, Bushengeshenge, Ziralò, Bunyakiri, Ngokwe, Tchitababulwa, Makuta, Kalonge, Mwamiwidju, Katara	Tembo
06	Raia Mutomboki Hamakombo	Bwaale Hamakombo Shifuly	Village de Chabunda, Kalima, Maofu, Kalonge, Buhavu (Mubuku), Byolwa Katubiro, Kafunda, Shishe et vers Mafuo	Rega de Shabunda
07	Mai-Mai Ngubito	Raymond Kabishula Ngubito	Ziralò, Kachiri et Mubuku	Hutu
08	Raia Mutomboki Mungoro	Mungoro Matafali	Chirungo, Cinene, Lukando, Cibiro, Walikale, Mbombo	Tembo de Kalima
09	Raia Mutomboki Shukuru	Shukuru Kawayá	Kabalaga à Luntukulu (Reserve), Luowo, Mashere, Hombo	Tembo
11	Raia Mutomboki Safari	Safari Cirongo alias « chef de division »	Mahema, Mukaba, Nguliro, Mushinji, Nyantesá, Sati, Mutale, Kalabuzá, Bisisi, Bigaru, Cibinda	Rega de Shabunda

³³ Entretien avec nos informateurs et consultation du plan d'action de sécurité du territoire de Kalehe, Janvier, 2019

DEUX « NOUVELLES COALITIONS » INFORMELLES DE GROUPES ARMÉS

Après les affrontements d'avril 2021 dans les groupements de Mubuku et de Ziralò, deux grandes coalitions plus ou moins informelles ont pris forme sur une base communautaire. La première est constituée des groupes armés d'expression Kinyarwanda tandis que la deuxième regroupe ceux commandés par les Tembo. Cette évolution porte les germes d'une potentielle déstabilisation du territoire de Kalehe sur le long-terme. Le premier de ces regroupements armés, constitué par des miliciens essentiellement d'expression Kinyarwanda, est dominé par les Nyatura qui sont issus de la communauté Hutu congolaise. Le message de détresse véhiculé par ce groupe à travers des expressions comme « Turarambiwe » ou encore « Turahrhye » (« nous sommes persécutés ») – termes utilisés aussi par des branches Nyatura du Nord-Kivu, témoigne de l'existence d'une solidarité exprimée par la communauté hutu congolaise face à une menace réelle ou supposée d'extermination que planifierait le gouvernement rwandais. Le nationalisme ainsi recyclé poursuit deux objectifs. Le premier, interne à la RDC, a pour but la sécurisation des Hutu congolais face à la tendance des autres communautés à les assimiler aux Hutu rwandais, tandis que le second est régional et milite pour le rapatriement des Hutu rwandais au Rwanda. La deuxième alliance se constitue du côté Tembo et regroupe les Raïa Mutomboki sous Hamakombo et Butachibera. À l'argument classique de ces groupes qui affirment lutter pour défendre les terres ancestrales et s'opposer à la « balkanisation » de la RDC, s'ajoute une fibre ethnique. Dans un mémorandum adressé au Président Felix Tshisekedi par les responsables de la mutualité « Buuma bw'e Batembo » le 22 avril 2021 on peut lire :

Les Tembo ont l'impression que leurs entités sont abandonnées par l'État congolais devenu spectateur des tueries et des massacres de son peuple. Ces faits sont motivés par la philosophie expansionniste de l'ennemi en vue de la balkanisation du pays et de l'occupation de nos terres par des sujets importés dont parmi eux les Hutu ayant fui la guerre au Rwanda.

Selon un responsable du Buuma, le but de ce message politique était d'attirer l'attention du président sur l'insécurité dans le territoire de Kalehe, tout en lui signifiant entre les lignes que, aussi longtemps que la « menace de balkanisation » sera là, les Tembo continueraient de résister. Les milices liées à ces deux tendances ont été très actives dans les violences de mars et avril

2021. Ces affrontements ont eu lieu sur deux axes : dans les hauts plateaux, ils ont mis aux prises les Nyatura et les Raïa Mutomboki, tandis que sur l'axe Kalonge-Kahuzi-Biega, les combats ont opposé les Raïa Mutomboki aux FARDC dont le 3312^{ème} régiment compterait quelques officiers militaires d'origine rwandaise. Ces combats ont provoqué des déplacements massifs et ont sérieusement dégradé les relations entre les communautés locales, plus particulièrement les relations entre les Hutu et les Tembo.

État actuel des relations intercommunautaires

Les affrontements cités ont affecté négativement les relations entre les communautés, notamment entre Tembo et Hutu. Les leaders des Tembo ont tendance à établir des accointances, voire des complicités, entre Hutu congolais et rwandais. Aux conflits fonciers qui opposent des membres de ces deux communautés s'ajoute un contexte global de compétition dans lequel la contestation de la nationalité des Hutu par les Tembo est utilisée comme une arme politique.

3.1. La tendance à assimiler les Hutu congolais aux Hutu rwandais

Les conflits fonciers et identitaires font partie du paysage social à Kalehe et concernent toutes les communautés.³⁴ Cependant, ceux qui opposent les Tembo aux Banyarwanda (Hutu et Tutsi) sont exacerbés depuis le début des années 1990. Le processus de dégradation des relations entre ces deux communautés remonte déjà à 2011/2012. Cette période coïncide avec la création de la milice Raïa Mutomboki dans le territoire de Shabunda (voisin de Kalehe) et avec la traque qu'elle a mené contre les éléments FDLR ayant commis des massacres dans plusieurs villages occupés par les Tembo. C'était en réaction à ces massacres que les Tembo avaient créé leur propre branche armée des Raïa Mutomboki pour traquer les FDLR. Selon un responsable de la communauté hutu de Kalehe, la traque des FDLR par les Raïa Mutomboki

³⁴ Les conflits fonciers dans les hauts plateaux de Kalehe sont nombreux. Ils opposent les communautés rwandophones (Tutsi et Hutu) aux Tembo et Havu, mais aussi les « grands concessionnaires » aux petits agriculteurs sans terres.

de Kalehe n'avait pas épargné la communauté Hutu congolaise : « c'est pour nous défendre et faire la différence entre les FDLR et nous, que la milice hutu congolaise Nyatura a été créé ».³⁵ A partir de là, la militarisation des rapports sociaux s'est invitée dans la panoplie des pratiques sécuritaires locales. La situation se complique davantage avec l'arrivée du CNRD dans la zone et l'érection des camps à Katasomwa, Bushaku I, Bushaki II et Solifem. Selon plusieurs notables Tembo, ce qu'on appelle camps de réfugiés seraient juste des bases militaires offertes au CNRD par l'ONG « Actions et Interventions pour le Développement et l'Encadrement Social » (AIDES), une organisation humanitaire active dans la zone avec la complicité du HCR. La méfiance envers certaines organisations humanitaires est une constante dans le territoire de Kalehe. Elle est alimentée par des théories du complot qui circulent en RDC depuis le début du cycle de la violence en 1996 avec l'invasion des armées étrangères, notamment celles du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda.

Fin mars et début avril 2021 furent marqués par la consolidation d'une « paix des armes » durant laquelle les affrontements entre les milices communautaires contribuent à renforcer les clivages entre Hutu et Tembo. La communauté hutu congolaise est désormais assimilée au CNRD. Les leaders locaux, principalement Tembo, accusent ainsi les Hutu non seulement d'avoir accueilli « leurs frères venus de Masisi » en 2019 sur les terres des Tembo, mais aussi d'œuvrer pour une occupation des groupements de Mubuku et Ziralo par le Rwanda. Un élément circonstanciel est évoqué par ces leaders quant à leurs suspicions : l'état de siège décrété par le Président Tshisekedi en Ituri et au Nord-Kivu. Selon les personnes interrogées à Nyabibwe plusieurs éléments des FDLR fuyant l'état de siège au Nord-Kivu sont arrivés à Kalehe, où ils auraient trouvé les membres du CNRD « bien intégrés » au sein des Hutu congolais, qui les auraient accueillis. Le pas entre les soupçons sur la « nationalité douteuse » et l'assimilation des Hutu congolais aux Hutu rwandais était franchi. Une correspondance adressée par la Croix-Rouge de Bunyakiri à ses supérieurs basés à Bukavu témoigne de cette confusion.

Un acteur de la société civile de Bunyakiri va jusqu'à qualifier la situation sécuritaire d'« envahissement ». Selon lui, ce contexte d'« envahissement »

³⁵ Entretien n°20, Bukavu, le 24 septembre 2021.

résulterait de plusieurs facteurs : la présence d'éléments CNRD et FDLR dans les hauts plateaux de Katasomwa au niveau des groupements de Mubuku et Ziralo ; la présence d'étrangers armés qualifiés de réfugiés dans la même zone que ces miliciens ; la confusion entre Nyatura, CNRD, FDLR et Hutu établis à Katasomwa de longue date (avant 2017) ; la détention et la circulation incontrôlée d'armes et de munitions au sein des éléments CNRD, Nyatura et d'autres « étrangers » armés ; et enfin, la complicité soupçonnée des Hutu, qui n'auraient jamais dénoncé ce mouvement d'« envahissement » de forces étrangères. Une telle assimilation des Hutu congolais à ceux du Rwanda ne signifie néanmoins pas nécessairement leur identification aux réfugiés rwandais. Elle exprimerait plutôt le sentiment d'impuissance des leaders Tembo face à l'influence croissante des Hutu dans tous les secteurs de la vie au niveau de Kalehe et de la province : ceux qui au départ étaient considérés comme des immigrants auraient fini par coloniser le secteur économique. Ils ont acquis des terres et se sont impliqués aussi bien dans les activités agro-pastorales que minières. Actuellement, ils affichent des ambitions politiques clairement exprimées : contrôler politiquement le territoire, accéder aux postes politiques à tous les niveaux (à Kalehe, Bukavu et Kinshasa). Les Tembo estiment qu'ils risquent d'être engloutis par ceux qu'ils ont accueillis « chez eux » et à qui ils ont vendu les meilleures de leurs terres.

3.2. Au-delà de la question hutu

Au-delà de la question de l'assimilation des Hutu congolais et rwandais, une compétition politique pour le contrôle de territoire et de l'accès aux ressources marque le territoire de Kalehe.

LA COMPÉTITION POLITIQUE

En dépit de la militarisation des rapports sociaux, les communautés locales sont conscientes de leur obligation à cohabiter. De ce point de vue, la tendance de certains leaders de la communauté Tembo à assimiler les Hutu congolais à ceux du Rwanda pourraient être interprétée comme une stratégie politique dont l'objectif ultime serait de pousser les Hutu à prendre des distances avec les FDLR et le CNRD. Les Tembo (comme les autres communautés de Kalehe) pensent en effet que la communauté hutu capitalise la présence des réfugiés rwandais sur le territoire de Kalehe à des fins politiques :

Les communautés d'expression rwandaise (Hutu et Tutsi) voudraient à tout prix obtenir une entité (groupement) autonome dans les hauts plateaux de Kalehe. Ce groupement devrait se constituer autour d'un sous-village de Nyamugari dirigé par un certain Tondeye. Les Hutu voudrait ainsi gonfler les effectifs de la population avec leur frères du Rwanda.³⁶

Des sources concordantes affirment qu'une réunion a eu lieu à Lumbishi le 6 mai 2021 dans la perspective de concrétiser ce projet. L'entité (groupement) qui fait l'objet de tant de spéculations devrait se constituer en glanant des portions de terres sur chacun de cinq groupements situés dans les hauts plateaux de Kalehe (Ziralo, Mubuku, Buzi, Mbinga-Nord et Mbinga-Sud) et prendre le nom de « Groupement (ou territoire) des Hauts Plateaux de Kalehe ». La création d'une telle entité n'est pas impossible. En effet, le législateur congolais prévoit la création de nouvelles entités administratives par fusion ou par éclatement des entités existantes. Il suffit que la loi et les procédures soient respectées. A ce sujet l'article 5 de la Loi organique n°010/011 du 18 mai 2010 est clair : « Il peut être créé un territoire par décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres après consultation par référendum des populations des territoires concernés ».³⁷ Les animateurs de la mutualité « Buuma bw'e Batembo » sont persuadés que les Hutu de Kalehe se situeraient dans cette démarche. Interrogé à ce sujet, un responsable de la communauté hutu répond à ces spéculations :

Les Tembo et les Havu ont tout simplement peur de notre potentielle percée politique. Déjà en 2018, c'est à dire bien avant l'arrivée du CNRD à Kalehe, nous (Hutu) sommes parvenus à faire passer deux députés : un député au niveau provincial et un autre au niveau national. Les communautés sœurs, surtout les Tembo, pensent que nous (Hutu) allons utiliser cette position politique pour mettre en place un « Hutuland » à Kalehe. C'est pourquoi ils nous combattent. Mais c'est juste des suspensions.³⁸

Suspicion ou pas, cette crainte est partagée par certains leaders des « communautés sœurs », comme ce notable de la communauté havu :

³⁶ Entretien n°12, Ihusi, le 25 mai 2020.

³⁷ Article 5, Loi organique n° 010/011 du 18 mai 2010 fixant des subdivisions territoriales à l'intérieur des provinces.

³⁸ Entretien n°17, Bukavu, le 18 juillet 2021.

Compte tenu de leur supériorité numérique, les Hutu [dont on estime qu'ils représentent] 80 pourcent des habitants des hauts plateaux et vu qu'ils ont des élus, ils sont à ce jour animés par le tribalisme. Ils pensent que comme ils sont nombreux, ils doivent s'imposer sur les autres communautés. Actuellement ils font des réunions nocturnes pour affiner leurs stratégies. Entre temps, les autres communautés réfléchissent sur les stratégies pour contourner leur plan.³⁹

C'est sur cette base que se fondent les prises de positions et perceptions des communautés par rapport à la présence prolongée des éléments du CNRD dans la zone. Pour les communautés Tembo et Tutsi, il est indispensable de continuer la traque du CNRD dans les hauts plateaux, non seulement parce cela permettrait d'atténuer l'influence des FDLR, mais aussi de réduire tant soit peu l'influence toujours croissante des Hutu congolais sur l'échiquier politique. La communauté tutsi congolaise en particulier considère qu'à travers la présence du CNRD dans la zone elle continue à payer la facture des « appétits démesurés » du Rwanda dans l'est de la RDC. A tort ou à raison, les leaders des communautés de Kalehe (Tutsi compris) ont tendance à voir la présence rwandaise un peu partout. Étant donné que les mouvements Mai-Mai dans l'est de la RDC se sont créés en grande partie en réaction à l'implication de l'armée rwandaise dans les rebellions congolaises des années 1990, les Tutsi de Kalehe s'inquiètent de l'impact des rumeurs selon lesquelles des éléments RDF se seraient infiltrés dans les FARDC pour traquer le CNRD, qui pourraient aboutir à leur assimilation à des étrangers rwandais. Selon les Tutsi, cela les exposerait à des représailles de la part des éléments du CNRD. Néanmoins, en forçant le CNRD à quitter la zone et donc en éloignant le risque de conflits fonciers qui se profilaient à l'horizon, les opérations militaires menées par les FARDC ont plutôt bénéficié à la communauté tutsi. Bien plus, elles ont été salvatrices, dans la mesure où la présence dans les hauts plateaux de Hutu issus des FDLR semait une grande panique au sein de la communauté tutsi. Les attaques menées par les FARDC ont le mérite d'avoir éloigné la menace. Ce démantèlement a également permis de détruire la base du CNRD et apaiser, au moins pour un temps, les inquiétudes de Kigali. Selon un éleveur tutsi interrogé à Numbi :

³⁹ Entretien n°14. Numbi, le 25 mai 2020.

Ils (les CNRD) avaient l'objectif de se rallier à Callixte Sankara et Kayumba Nyamwasa [rebelles opposants rwandais] avec comme objectif d'attaquer le Rwanda.⁴⁰

Bien que lointaines par rapport à Kalehe, la mobilisation citée ci-haut se réfère aux moyens et hauts plateaux de Fizi et Uvira, d'où une éventuelle attaque du Rwanda serait préparé. Cela préoccupait les communautés rwandophones établis à Kalehe. Pour certains, l'interventionnisme rwandais qui « tient à pérenniser les conflits qui y opposent les Tutsi aux autres communautés afin d'avoir des raisons de maintenir sa présence dans la zone pour des raisons stratégiques »,⁴¹ expliquerait la conflictualité locale. Pour d'autres, « c'est une guerre interne visant à chasser les Tutsi pour qu'ils rentrent chez eux (Rwanda) ». ⁴² Dans les deux optiques, selon un bon nombre de fermiers tutsi, les Tutsi de Kalehe ne seraient pas épargnés « si les groupes armés de Fizi [venaient] à bout des Banyamulenge ». « La prochaine étape sera inévitablement la déstabilisation du territoire de Kalehe », a affirmé cet interlocuteur. Ces dynamiques comptent parmi les causes de l'escalade de la violence en avril 2021.

COMPÉTITION POUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES

Les conflits fonciers qui opposent les Banyarwanda (Hutu et Tutsi) aux autres communautés du territoire de Kalehe (Tembo, Havu et Rongeronge) ont déjà fait objet de plusieurs études (Mudinga & Ansoms 2014, Mudinga 2013). Il est toutefois important de préciser qu'au-delà de la triade terre-identité-pouvoir souvent utilisée pour expliquer les conflits dans cette partie du Sud-Kivu (Huggins 2010), en détruisant les bastions du CNRD, les FARDC ont obligé les combattants à se replier dans les zones où d'autres groupes armés et communautés se livraient déjà à l'exploitation des minerais. En prenant le contrôle de plusieurs espaces miniers dans le PNKB par exemple, les combattants du CNRD se sont approprié les ressources au détriment des autres communautés et groupes locaux (les groupes Maï-Maï de Cisayura et Kirikicho étaient les plus cités). D'autres combattants du CNRD se sont dispersés dans les moyens et hauts plateaux de Kalehe, une zone riche en

⁴⁰ Entretien n°16 Numbi, le 25 mai 2020.

⁴¹ Entretien n°18, Lumbishi, le 24 mai 2020.

⁴² Entretien n°18, Lumbishi, le 24 mai 2020.

minerais (Numbi et Lumbishi) où la présence des populations rwandophones d'origines diverses est importante. La dispersion des Hutu rwandais dans cette zone a contribué à accentuer les suspicions sur la nature des relations entre Hutu congolais et réfugiés rwandais : tous seraient impliqués (avec les exploitants miniers d'autres communautés bien sûr) dans un vaste réseau de fraude minière.

LES TENSIONS AUTOUR DES POTENTIELLES NOUVELLES COMMUNES RURALES

Conformément au processus de décentralisation de 2006, l'État congolais a pris l'option d'ériger certaines agglomérations et communes rurales. Le décret n°13/029 du 13 juin 2013 crée ainsi de nouvelles communes rurales sur toute l'étendue de la RDC. La plupart de ces nouvelles entités administratives ne sont pas encore effectives. Leur installation doit engendrer nécessairement une perte d'emprise du pouvoir coutumier sur une grande portion des entités qu'il contrôle pour l'instant. Les agglomérations ciblées étant pour la plupart des centres commerciaux et miniers importants, leur changement de statut est au centre de tensions à la fois politiques et ethniques. Pour le territoire de Kalehe, les deux communes créées, alors même qu'elles ne sont pas encore effectives, sont au centre des rivalités intercommunautaires. Il s'agit de la commune de Nyabibwe et celle de Bulambika (Bunyakiri). Entre contestation et approbation, les communautés locales anticipent la lutte pour le contrôle de ces entités administratives. A Nyabibwe en particulier, les Hutu majoritaires sont favorables à cette nouvelle commune rurale qui serait « démocratiquement » sous leur contrôle. Les Havu et les Tembo minoritaires craignent au contraire le déclin du pouvoir coutumier engendré par sa création et sentent leur accès aux ressources menacé par ce nouveau découpage :

L'évolution des centres miniers à petite échelle tel que Nyabibwe, émergeant dans un contexte de conflit armé, révèle un urbanisme qui offre des perspectives de subsistances et d'opportunités économiques, mais également des conflits et des contestations acharnées (Cuvelier et al. 2014 : 246).

La délimitation légalement établie pour la nouvelle commune de Nyabibwe (limitée au nord par la rivière Mukana, au sud par la Nolindi, à l'est par le Lac Kivu et l'ouest par le groupement de Ziralo non inclus) est effectivement

annonciatrice de la perte de contrôle de l'autorité coutumière, non seulement sur une frange du territoire de Kalehe, mais aussi sur des taxes et redevances qui, jusque-là, sont perçues par le Mwami. Les acteurs politiques et sociaux les plus « radicaux » ou « clairvoyants » (selon les points de vue) s'alarment que la création de cette commune résulterait dans une transposition du « schéma de Minembwe » dans leur territoire et instaurerait le « Hutuland » qu'ils combattent depuis le début de la guerre en 1996. Dans une réaction prématurée compte tenu de l'ineffectivité de la commune rurale de Nyabibwe, les présidents de communautés locales n'étant elles-mêmes pas ciblées par le décret n°13/029 du 13 juin 2013, réactivent des aspirations autonomistes. Ils adoptent un discours de résistance susceptible d'alimenter davantage encore la logique de militarisation communautaire. Les notables de Kalima par exemple, veulent faire de leur localité un territoire, tandis que ceux de Kalonge veulent ériger cette localité en chefferie avec un Mwami indépendant des Havu de Buloho. Des conflits territoriaux opposent aussi les groupements de Buzi, Ziralo et Mubuku. Dans le même temps, certains chefs de sous-villages souhaitent soudain que leurs sous-villages soient transformés en villages dans un véritable effet domino.

Les initiatives de paix après le démantèlement du CNRD

Plusieurs initiatives de pacification et de stabilisation de Kalehe ont été menées avant et après le démantèlement du CNRD. A titre exemple, une mission conjointe entre les FARDC et la MONUSCO a œuvré pour la prise en charge des victimes des atrocités commises localement, un processus de démobilisation a été mené par l'initiative dite Murhesa, et un programme de désarmement démobilisation et réintégration (DDR) communautaire a été poursuivi.

4.1 Les actions conjointes entre FARDC et MONUSCO

Tenant compte du rôle crucial de la vérité et de la justice dans les processus de construction de la paix, après le démantèlement du CNRD et d'autres groupes armés une équipe composée de l'auditeur supérieur des FARDC à Bukavu, d'avocats et de représentants de la MONUSCO, s'est livrée à un exercice d'identification des victimes des atrocités commises par les groupes armés sur la population civile dans les hauts plateaux de Kalehe. Du 22 avril au 26 avril 2020, cette équipe a reçu 58 victimes à Minova qui ont témoigné d'actes de viol, de vol, de torture, d'incendies de villages et d'enlèvements perpétrés par des miliciens Nyatura à leur encontre, entre 2017 et 2020. Le processus a rempli à la fois une fonction de dénonciation et une fonction thérapeutique. Les victimes ont ensuite signé des actes confiant à leurs avocats le droit de les engager en justice le moment venu.

Cette démarche n'a pas plu à certains leaders hutu qui y ont vu un indicateur de poursuites judiciaires à venir pour crime de guerre. Or, plusieurs témoignages rapportent l'implication de jeunes Hutu congolais dans ces violences. Les

leaders de cette communauté, voulant épargner des poursuites judiciaires à leurs « enfants », ont aussitôt commencé à formuler des menaces contre les acteurs de la société civile et les leaders communautaires impliqués dans la sensibilisation des victimes. Depuis lors, un climat de méfiance s'est installé entre les animateurs de la société civile regroupés dans la branche dite des « forces vives », dirigée par un membre de la communauté hutu, et ceux de la « Nouvelle Société Civile Congolaise » dirigée par un membre de la communauté des Tembo, dans l'esprit : « à chaque communauté, sa société civile ».⁴³

Cette parcellisation de la société civile est liée à plusieurs facteurs parmi lesquels l'attachement affectif de certains leaders locaux à certaines communautés, la compétition de nature plus ou moins politique autour des enjeux du moment et une forme de populisme moral dont les logiques et les pratiques ne sont pas très différentes de celles mises en œuvre par les acteurs politiques pour défendre leurs intérêts. Tout cela résulte dans une société civile multipolaire et hybride qui, en fonction des intérêts, navigue entre les sphères sociale, politique et militaire. Cette compétition des « sociétés civiles » traverse tous les secteurs de la vie en société à la Kalehe au point de rendre conflictuel tous ses aspects, y compris les enjeux les plus vitaux comme celui de la santé. Ainsi par exemple, lorsqu'une épidémie de rougeole s'était déclarée à Numbi juste après le démantèlement du CNRD, certains leaders hutu soutenus par « leur société civile » avaient écrit aux autorités (à tous les niveaux) pour dénoncer une « mauvaise prise en charges des malades hutu ». Déplorant la forte mortalité des enfants hutu, ils ont réclamé le remplacement de tous le personnel soignant du centre hospitalier de Numbi.

4.2 Le processus de Murhesa : une dynamique en panne

En décembre 2019, dans le cadre du processus de Murhesa, des représentants des principaux acteurs armés opérant au Sud-Kivu (environ une centaine), de la Police nationale congolaise (PNC), des FARDC, de la société civile et des officiels congolais et députés nationaux et provinciaux se sont réunis. Financée par Search For Common Ground dans le cadre de son projet « Maji ya Amani », cette réunion était co-animée par la Commission interprovinciale d'appui au

⁴³ Entretien n° 15, Bukavu, le 11 juin 2021.

processus de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (CIAP-DDRC), l'Association pour le développement intégré (ADI), et l'Initiative pour un leadership cohésif (ILC) qui a joué un rôle important dans la sensibilisation. Très ambitieux, les organisateurs avaient planché sur les possibilités d'un retrait simultané de tous les groupes armés et de leurs alliés étrangers des zones qu'ils contrôlaient. Un calendrier élaboré à cet effet prévoyait la mise en œuvre du processus de DDR entre le 8 janvier et le 15 mars 2020. En attendant les responsables des groupes armés s'engageaient à faciliter aux humanitaires l'accès dans les zones sous leur contrôle et à mettre en place, en leur sein, des mécanismes de sanction contre les actes de violence et d'abus commis par leurs éléments sur les civiles. Murhesa a abouti à des conclusions aussi ambitieuses que leurs objectifs dont :

- un « engagement de tous les responsables des groupes armés congolais présents à Murhesa à une cessation des hostilités dès le 23 décembre 2019 ;
- une proposition faite en faveur du « lancement des opérations conjointes » entre les groupes armés locaux et les FARDC pour traquer les groupes armés étrangers ;
- un plan pour sanctionner les commandants des groupes armés qui commettent des actes de violence et d'abus et pour mettre fin aux actions de « coupeurs de routes » ;
- la mise en place d'un comité de suivi de l'accord.

En dépit des 32 commandants de groupes armés qu'il est parvenu à réunir, le processus de Murhesa n'en demeure pas moins une « montagne qui a accouché d'une souris ». L'après-Murhesa est caractérisé non seulement par la stagnation du processus de démobilisation, mais aussi par la réactivation progressive des groupes armés et la recrudescence de la violence à Kalehe. Des affrontements fin avril et début mai 2021 à Katasomwa démontrent cet échec, pour lequel deux explications peuvent être avancées. La première est que le processus de reddition des combattants ayant débuté avant Murhesa (comme Kirikicho par exemple) était en panne. L'État congolais n'avait pris aucune disposition pour donner vie au processus, au point que certains candidats à la démobilisation (Nyatura principalement) quittaient le camp de Nyamunyune pour reprendre les armes. La seconde raison de cet échec est qu'en ciblant les

chefs de guerre, les organisateurs de la retraite de Murhesa n'ont tenu compte que de manière superficielle de la dimension communautaire des groupes armés. Ils ont ainsi réduit les groupes armés à des « bandes » qui seraient faciles à démobiliser dans la mesure où elles ne seraient constituées de « marginaux » et de « collaborateurs » au service d'intérêts politiques et économiques plus ou moins localisés. C'est cette approche qui a montré ses limites.

En effet, les groupes armés sont connectés aux espaces sociaux. Ils sont capables mobiliser un important capital social sécuritaire au point de se tailler un espace de légitimité dans leurs milieux d'implantation. Ceci étant, les éléments des groupes armés qui ont participé aux assises de Murhesa n'étaient que des représentants de réseaux et d'espaces sociaux dont les ramifications vont parfois au-delà de la province. C'est ce qui explique pourquoi les groupes de Yakotumba, N'ykiribha, Kashumba, Mushombe et Gumino n'ont pas voulu participer à ces assises. Des sources proches des organisateurs de Murhesa affirment ainsi que plusieurs commandants avaient reçu des contre-ordres de la part de leurs leaders basés pour la plupart à Kinshasa. Ce fait est attesté par une série de réunions tenues principalement par les leaders communautaires Bembe et Banyamulenge avant et après les assises de Murhesa, à Kinshasa comme à Bukavu ou encore à Uvira. Le temps étant plus à la radicalisation qu'à la pacification, le processus de Murhesa n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau.

4.3 L'impasse du DDR communautaire

La main tendue de Felix Tshisekedi aux chefs de groupes armés, lors de son discours d'investiture en janvier 2019, a déclenché la reddition volontaire de certains groupes armés. Plusieurs chefs locaux à Numbi et Ziralo ont impliqué leurs conseils locaux de sécurité dans la sensibilisation de ceux qui résistaient encore à la démobilisation. Après le démantèlement du CNRD néanmoins, l'engouement pour l'auto-démobilisation s'est estompé, au point que plusieurs ex-combattants sont déjà retournés chez eux. Selon les ex-combattants interrogés à Nyamunyune, plusieurs facteurs expliquent cette rétraction. En premier lieu, il s'agit de la très faible implication du CIAP-DDRC dans la prise en charge des ex-combattants. Presque tous ont déploré les conditions vie et les perspectives sombres qui les attendaient après leur séjour à

Nyamunyunye. Les combattants passaient de longues nuits à même le sol, leur ration alimentaire était hypothétique, et Kinshasa ne donnait aucun signal de prise en charge. En deuxième lieu, il y a les « évasions massives » de combattants Nyatura qui auraient rejoint leurs villages où ils auraient renoué avec la vie civile dans un élan d'auto-démobilisation. Enfin, un revirement a été observé chez certains acteurs politiques et leaders communautaires basés à Kinshasa. Ces derniers, après avoir soutenu la démobilisation prônée par Felix Tshisekedi, ont subitement changé de position et demandé aux chefs locaux et aux miliciens de boycotter les initiatives de construction de la paix. Ces informations collectées à Nyamunyunye ont été relayées par un député provincial interrogé à Bukavu :

Le processus de DDRC bute contre la duplicité des leaders communautaires à tous les niveaux. Pendant qu'ils promettent à Felix [Tshisekedi] qu'ils vont œuvrer dans le sens de la démobilisation, les leaders politiques et communautaires basés à Kinshasa donnent les ordres contraires à leurs milices. L'attitude des leaders Banyamulenge va dans ce sens. C'est eux qui ont demandé aux commandants Gumino de ne pas participer à la réunion de Murhesa. Les leaders Bembe ont fait la même chose. Du coup, les autres communautés, principalement à Kalehe, se sont demandé pourquoi eux avaient poussé leurs jeunes à quitter la forêt. C'est comme ça aussi qu'il faut comprendre ces vagues de remobilisation.⁴⁴

C'est ainsi que sont rapportées plusieurs tentatives de réactiver le groupe Mudundu 40 (qui était basé à Walungu entre 1998 et 2002) à Ninja, où la présence du CNRD était momentanément signalée. La même dynamique est observée à Shabunda où, malgré sa tentative, la reddition du commandant Ngandu Lundimu dit « Baleine » n'a pas mis fin au recyclage des rebelles. Bien au contraire, plusieurs factions Raïa Mutomboki sont encore actives dans la zone. Cela suggère que la démobilisation devrait désormais être considérée comme un processus à la fois politique, sociale et militaire, les véritables acteurs à impliquer étant « les autorités morales, financières et politiques » de la résistance.

⁴⁴ Entretien n° 13, Bukavu, le 6 juin 2020.

Conclusions et recommandations

En conclusion, il faut retenir que le démantèlement du CNRD a plongé le territoire de Kalehe dans un contexte de « ni paix ni guerre » caractérisé par l'essaimage d'un banditisme armé à petit échelle sur la majeure partie du territoire. Plusieurs bandes armées sèment l'insécurité dans la zone. Les incidents sécuritaires les plus récurrents sont le vol des bétails, les assassinats et les enlèvements (dont l'intensité a baissé). Ce contexte sécuritaire délétère est favorisé par une intense circulation d'armes de guerre. Les acteurs principaux impliqués sont les éléments résiduels du CNRD et les groupes armés locaux. Quant aux FARDC, ils sont impliqués dans des « tracasseries » à travers l'érection de barrages routiers et autres techniques. Tout cela favorise le déplacement des populations depuis les zones insécurisées vers des zones plus stables. Un an après la destruction des bastions du CNRD dans les moyens et hauts plateaux de Kalehe un processus de remilitarisation des rapports sociaux est en cours. Les branches Raïa Mutomboki, que l'on croyait anéantis, ont participé aux affrontements contre les Nyatura à Katasomwa en mai 2021. Cette réactivation est motivée par des mobiles politiques. En effet, les communautés locales, Tembo et Hutu principalement, sont engagées dans une compétition pour le contrôle du pouvoir politique non seulement au niveau local, mais aussi au niveau de la province du Sud-Kivu et à Kinshasa. L'avantage démographique des premiers sur les seconds, ainsi que leur volonté de créer de nouvelles entités administratives à Kalehe inquiètent les seconds.

Pour ce qui est des conflits intercommunautaires, ce rapport a établi la complication des rapports entre Hutu et Tembo, dont les relations se sont sérieusement détériorées. Une forme de « CNRDisation » des Hutu congolais perçue à travers les accointances de ces derniers avec certains éléments CNRD, tend à s'intensifier, renforçant ainsi les spéculations de « complots » que concoqueraient les Hutu contre les autres communautés. A ce clivage entre les Hutu et les autres communautés, se greffent plusieurs autres luttes locales autour des questions foncière et politique et autour des aspirations autonomistes suscitées par la création de nouvelles communes rurales dans le cadre du processus de décentralisation de l'État. D'autres luttes récurrentes ont pour enjeu l'accès aux ressources. Les conflits autour des sites miniers persistent aux côtés de la militarisation de l'exploitation minière. Dans le cadre de cette lutte, les éléments du CNRD et les Nyatura sont actifs aussi bien à Numbi qu'à Lumbishi. Des conflits ouverts entre des coopératives se manifestent autour du PNKB et de ses ressources minières : or, cassitérite et coltan, mais aussi braconnage, braise et bois.

Enfin, il faut noter que plusieurs initiatives de paix ont été menées dans la zone après le démantèlement du CNRD. Dans ce domaine, le processus mené par la MONUSCO demeure dominant. Cette dynamique connaît plusieurs résistances de la part de la communauté hutu, qui redoute soit un règlement de comptes lié à l'exagération faite de la « CNRDisation », soit des sanctions qui seraient infligées à ceux de leurs membres effectivement impliqués dans des actes de violence avant, pendant et après le démantèlement du CNRD. Plusieurs recommandations susceptibles de contribuer à la restauration de la paix ont été formulées par nos interlocuteurs. Cependant, elles procèdent toutes de pratiques déjà courantes dans la consolidation de la paix. Ces pratiques présentent une limite commune : celle de s'attarder sur ce qu'il faut faire pour gérer les conséquences des conflits plutôt que de s'attaquer aux racines des conflits, qui s'ancrent aussi bien au niveau local, qu'aux niveaux national et régional. Il devient donc indispensable de tenir compte de toutes ces dimensions. La « communauté internationale » aurait par exemple intérêt à œuvrer en faveur de l'apaisement des tensions qui opposent à ce jour le Rwanda et le Burundi. Cela contribuerait à annihiler les raisons qui poussent les groupes armés étrangers à implanter des bases dans l'est de la RDC et qui conduisent leurs gouvernements à y trouver des

alliances parfois « contre nature » avec des groupes armés congolais, pour des raisons principalement sécuritaires. Une telle initiative constituerait une première étape sérieuse vers l'établissement de la paix dans l'est de la RDC.

Le gouvernement congolais, quant à lui, gagnerait à se confronter à la réalité complexe qui sous-tend un véritable système de conflits pluridimensionnel (économique, politique et géopolitique) et à déployer une approche diplomatique transparente au niveau de la région, tout en poursuivant les opérations militaires de neutralisation des groupes armés récalcitrants au nouveau processus dit de P-DDRCS. Plusieurs personnalités politiques perçues comme étant les « autorités morales » des groupes armés communautaires devraient par ailleurs être interpellées par les instances judiciaires compétentes. L'objectif ultime de cette démarche devrait être de les contraindre à œuvrer en faveur de la démilitarisation des rapports sociaux.

Cependant, de la même manière que le contexte sécuritaire de Kalehe subit des pressions régionales, la démilitarisation des rapports sociaux dans cette partie de la province du Sud-Kivu doit tenir compte des interférences de conflits régionaux sur la configuration des dynamiques de la violence. Enfin, la parcellisation et la politisation de la société civile constituent un obstacle important à la construction de la paix par le bas. Le fait que chaque communauté ait mis en place « sa propre » société civile ne rend pas la tâche facile aux organisations locales et internationales impliquées dans les actions de construction de la paix. Tout en garantissant la liberté d'association, l'État devrait prendre le devant dans les initiatives de construction de la paix. Aussi idéaliste que cela puisse paraître, imposer la paix pourrait être une solution si l'État assumait pleinement sa responsabilité de sécuriser son territoire et d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

- Ansoms, A. & Mudinga, E. (2014). *L'accaparement des terres par des élites en territoire de Kalehe*. Voir sous <http://www.nelga-ca.net/images/document/2.pdf>.
- APC (2015). *Conflits fonciers et dynamiques de cohabitation en territoire de Kalehe. Sud-Kivu*. Life & Peace Institute, Bukavu.
- Bouvy A. et al. (2020). *La paix des armes dans le Nord-Kalehe. Stabilisation, démobilisation et reconfiguration des groupes armés*. GIC Network, Gand.
- Cuvelier J. et al. (2014). La dimension politique de l'urbanisation minière dans un contexte fragile de conflit armé. Le cas de Nyabibwe. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2013-2014*. Harmattan, Paris.
- CENADEP et IPIS (2018). *La fraude de la contrebande minière dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Cas de la chaîne d'approvisionnement de Numbi / Lumbishi*. Anvers-Bukavu.
- Chibembe Safari, A. et al. (2015). *Exploitation de bambous, cause des conflits entre le Parc National de Kahuzi-Biega et la population environnante*. *Studies* 72(2) : 265-287.
- Hoffmann, K. & K. Vlassenroot (2014). *Armed groups and the exercise of public authority : the case of Mai-Mai and Raïa Mutomboki in Kalehe, South-Kivu*. *Peacebuilding* 2(2) : 202-220.
- Huggins, C. (2010). *Land, power and identity. Roots of violent conflict in Eastern RDC*. International Alert, London.
- IRRI (2019). *Returning to Stability. Lessons from the Great Lakes Region*. International Refugee Rights Initiative.
- Kabonyi Nzabandora et al. (2011). *Le parc de Kahuzi Biega (RD Congo) Patrimoine en péril ? Situation et perspectives*. Bukavu.
- Lubala Mugisho, E. (1997). La situation politique au Kivu : vers une dualisation de la société. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 1996-1997*. Harmattan, Paris.
- Mudinga, E. (2013). Les conflits fonciers à l'Est de la RDC : au-delà de la confrontation entre rwandophones et autochtones à Kalehe. *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2012-2013*. Harmattan, Paris.
- Vlassenroot, K. et al. (2020). Navigating social spaces : Armed mobilisation and circular return in Eastern RD Congo. *Journal of Refugee Studies* 33(4) : 832-852.
- Vlassenroot, K. et al. (2016). *Contesting authority. Armed rebellion and military fragmentation in Walikale and Kalehe, North and South Kivu*. Rift Valley Institute, Nairobi.
- Vlassenroot, K. et J. Verweijen (2017). Democratic Republic of Congo : The Democratization of Militarized Politics. In : Boas & Dunn (eds). *African Insurgents. Navigating an Evolving Landscape* (Boulder, Lynne Rienner) : 99 -118.
- Vogel, C. & J. Musamba (2016). *Recyclage de rebelles ? La démobilisation au Congo*. Rift Valley Institute, Nairobi.

The Insecure Livelihoods Series

